

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Plus-de-90-employes-de-PDVSA-licencies-par-les-autorites-au-Venezuela>

Plus de 90 employés de PDVSA licenciés par les autorités au Venezuela .

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : mercredi 25 décembre 2002

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Agence France-Presse

Caracas

Plus de 90 cadres et techniciens de la société publique Petroleos de Venezuela (PDVSA) ont été licenciés par les autorités pour leur participation à la grève générale, a annoncé mardi Juan Fernandez, le leader des grévistes de PDVSA.

« Plus de 90 employés, surtout des responsables de tous les secteurs de PDVSA, ont été licenciés », a déclaré à la presse le porte parole des grévistes, ancien cadre de la société pétrolière, figurant parmi le premier train de licenciés par les autorités, la semaine dernière.

Les autorités « prétendent qu'avec l'élimination (des grévistes) la situation va se normaliser, mais c'est tout le contraire qui va se passer », a-t-il ajouté, s'exprimant lors d'une conférence de presse à la télévision.

Juan Fernandez a également démenti les informations du gouvernement faisant état d'une reprise progressive dans le secteur pétrolier.

« Les exportations ne peuvent pas reprendre, les raffineries sont fermées, la distribution est critique dans tout le pays », a-t-il dit, au 23e jour de grève.

Le président de PDVSA, Ali Rodriguez, affirme que la production, s'élevant normalement à 2,8 millions de barils/jours (mbj) est tombée à 700 000 mbj. Selon les grévistes de PDVSA elle n'est plus que de 160 000 mbj.

Juan Fernandez a également dénoncé des mauvais traitements infligés à des employés de PDVSA par des militaires engagés dans une opération pour reprendre le contrôle des pétroliers et des installations pétrolières, paralysés par la grève générale qui en était mardi à son 23e jour.

« Merci Monsieur Chavez pour ce Noël ! », a lancé à plusieurs reprises le leader syndical à l'adresse du chef de l'État, dont l'opposition et les employés de PDVSA souhaitent obtenir la démission.

Carlos Ortega, le dirigeant de la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV), l'une des organisations à l'origine de la grève, a pour sa part condamné le gouvernement pour ce « Noël amère qu'il impose au pays ».

Il a appelé le gouvernement et le président Chavez à « réfléchir et à rectifier » leur position afin de permettre au Venezuela de « sortir de cette grande angoisse, de ce cauchemar » qu'il vit actuellement.